

Thème 3 : Croissance et développement

Problématique

Le lien entre la « croissance économique » et le « développement » donne lieu à de multiples interprétations. La croissance, de laquelle aucun responsable politique ou économique ne veut dissocier le développement, renferme une ambiguïté consubstantielle. Lorsqu'elle est forte, on entretient l'illusion qu'elle peut résoudre les problèmes et que plus forte elle est, mieux le corps social se portera. Lorsqu'elle est faible, le manque apparaît et se révèle d'autant plus douloureux qu'aucune alternative n'a été prévue.

Cependant, le point de vue de la théorie économique dominante met en avant l'idée d'une croissance durable comme condition nécessaire et suffisante pour accéder au développement. Ce postulat est fondé sur une affirmation qui est loin de faire l'unanimité, à savoir : « la croissance économique est supposée compatible avec le maintien des équilibres naturels et la résolution des problèmes sociaux, c'est-à-dire, elle serait capable de réduire la pauvreté et les inégalités et de renforcer la cohésion sociale et donc d'entraîner les Etats sur la voie du développement ».

D'après les arguments favorables à cette affirmation, il apparaît que croissance et développement sont étroitement liés (au regard de certaines études empiriques). Globalement, les faits confirment que les résultats obtenus sur le front du développement dépendent du scénario de la croissance économique et de son rythme. Mais comment parvenir à un schéma optimal ? La réponse ne semble pas évidente.

En revanche, les arguments qui s'y oppose se fondent sur le fait que la répartition des fruits de la croissance est souvent inégale, destructrice autant que créatrice, se nourrissant des inégalités pour susciter sans cesse des frustrations et des besoins nouveaux. En effet, depuis quarante ans, malgré l'accroissement considérable de la richesse produite dans le monde, les inégalités ont explosé : l'écart entre les 20 % les plus pauvres et les 20 % les plus riches était de 1 à 30 en 1960, il est aujourd'hui de 1 à 80. La Banque mondiale elle-même avoue que l'objectif de division par deux du nombre de personnes vivant dans la pauvreté absolue d'ici à 2015 ne sera pas atteint : plus de 1,1 milliard vivent encore avec moins d'un dollar par jour. Ainsi, ces arguments soutiennent qu'il faut faire une distinction claire dans la façon d'appréhender le lien entre les deux concepts : l'amélioration du bien-être et l'épanouissement des potentialités humaines se réalisant hors du sentier de la croissance infinie des quantités produites et consommées, hors du sentier de la marchandise et de la valeur d'échange, mais sur celui de la valeur d'usage et de la qualité du tissu social qui peut naître autour d'elle.

En dépit de cette contradiction apparente, les Organisations internationales ont tenté, au cours de la période récente, de rallier les opinions divergentes au profit d'un consensus selon lequel un développement rapide et durable passe par une croissance soutenable. Toutefois, ce débat est loin d'être tranché et ramène encore aujourd'hui à une nécessaire critique du lien entre croissance et développement.

Objectif

L'objectif des communications relatives à ce thème est de tenter d'apporter un éclairage sur les interrogations fondamentales que suscitent ce débat contradictoire. Elles devront permettre de répondre à certaines questions essentielles : quelle est la différence entre croissance et

développement ? Est-il possible de penser le développement en dehors du paradigme de la croissance économique permanente ? La croissance est-elle une condition nécessaire et suffisante du développement ? Dans quelle mesure la croissance favorise-t-elle le développement ? Quelles relations dynamiques et structurelles entretiennent la croissance et le développement ? Quelles sont les sources de la croissance réelle en Afrique ? Quel type de croissance faut-il à l'Afrique ? **Pourquoi les pays se développent-ils à des rythmes différenciés ? L'exemple des pays du sud-est asiatique et de la Chine, souvent érigés en modèle de développement est-il pertinent pour les pays africains ? Qu'est-ce qui différencie les approches de ces pays de celle de l'Afrique à tel point que cette dernière demeure en retard sur le voie du développement contrairement aux premiers ? Ne faut-il pas reconsidérer les facteurs catalyseurs de la croissance et du développement en Afrique ? L'intégration régionale, les aspects liés à l'espace, au territoire, au rapprochement des peuples, à la densification et l'élimination des frontières ne sont-ils pas des pistes à explorer ?**

Autre sujet de débat, la croissance doit-elle être définie quasi-exclusivement du côté de l'offre en faisant fi des contraintes de demande ? Le postulat généralement admis qui consiste à considérer que toute l'offre est entièrement absorbée, soit par le marché domestique, soit par l'extérieur ne constitue-t-il pas une limite dans la formalisation de la croissance et donc la connaissance des facteurs qui l'expliquent ?

La communication permettra d'approfondir les réflexions sur ces questions et proposera des actions novatrices autour desquelles la région pourrait centrer ses efforts pour améliorer la croissance et aboutir au développement.

Recommandations et alternatives

Le travail devra aboutir sur des recommandations qui pourraient être formulées à l'endroit des Instances de décisions de la région pour. Autrement dit, l'étude devra déboucher sur :

- des orientations stratégiques, à mettre en œuvre par les Etats membres pour accélérer la croissance économique ;
- les voies et moyens de développer et mettre en œuvre de nouveaux instruments pour permettre à la région de réunir les conditions d'une croissance économique accélérée et d'un développement durable.